

Abandon du plan Louette sur le statut et table ronde

L'appel à un arrêt de travail durant la tenue du Comité d'entreprise du 17 septembre, lancé par l'ensemble des organisations syndicales, a été remarquablement suivi, démontrant que les personnels toutes catégories sont, à une très large majorité, opposés au projet de transformation mercantile de l'AFP que Pierre Louette tente d'imposer contre vents et marées.

Lors du CE, l'ex-conseiller de Balladur à Matignon, où il fit la connaissance d'un certain Nicolas Sarkozy, a joué l'offensé en protestant contre la "politisation" du dossier. Il feint d'oublier que le changement du statut a refait surface à la suite des attaques de l'UMP contre l'AFP au printemps 2008.

Louette en vient à perdre son flegme. Toutes les idées contraires aux siennes deviennent "des peurs irrationnelles" ou "des fantasmes". Le PDG prétend n'avoir jamais rien caché au personnel. En réalité, il procède par petits coups de canif en apportant chaque fois des bribes d'informations, faisant croire que tout est discuté.

QUAND LA DIRECTION SE CONTREDIT

Dans son plaidoyer, celui qui affirmait à son arrivée à la tête de l'agence ne pas vouloir modifier le statut, fait valoir désormais un argument des plus surprenants : "En 2009, l'adossement capitalistique de l'Agence à l'Etat devient à la fois possible et souhaitable, parce que l'Etat continue à vouloir assumer le coût des Missions d'Intérêt Général confiées à l'Agence".

Mieux encore : "le rôle de l'Etat est à nouveau reconnu comme défenseur de l'intérêt général".

Cette défense et illustration du rôle de l'Etat est extraordinaire : rappelons-nous que Pierre Louette a lancé l'idée de changer le statut en proclamant que c'était devenu indispensable car "l'Etat, endetté et impécunieux, est tenté (...) par la débudgétisation et le recours à des structures publiques". Il s'était même fixé pour "objectif" de "faire passer la part des recettes provenant de l'Etat (aujourd'hui de l'ordre de 40%) à 30% en 2013" (rapport "faire de l'AFP un des leaders mondiaux de l'information à l'ère numérique", page 18).

Aujourd'hui, le PDG affirme que l'Etat-providence est là pour nous aider. Au fait, les personnels de l'AFP vont-ils devenir fonctionnaires ?

ALORS, POURQUOI CHANGER LE STATUT ?

Tout le personnel se pose la question.

L'objectif c'est bien sûr la mise au pas de l'AFP par la prise de contrôle de l'Etat (et que répliquerons-nous à nos concurrents, déjà si prompts à nous taxer d'agence d'Etat pour nous déconsidérer auprès de nos clients partout dans le monde ?)

Les réformes à France Télévision ont conduit à réduire le budget drastiquement après la suppression à la hache de la publicité. Depuis, le chef de l'Etat nomme le PDG. A RFI, on licencie et on ferme des services et à France 24, dirigée par l'épouse du chef de la diplomatie française, plus de 30 journalistes ont été poussés vers la sortie. C'est cela qu'on nous promet ? Non merci!

Faut-il que Pierre Louette et ses rares soutiens soient inquiets sur l'impartialité et de l'AFP et de sa crédibilité pour sortir de leur chapeau une "charte rédactionnelle" censée nous mettre à l'abri.

UNE REPRISE EN MAIN PAR LE GOUVERNEMENT

Il y a quelques semaines encore, le PDG disait craindre surtout une étatisation de l'agence. Le schéma présenté lors du dernier CE donne à présent la majorité absolue des sièges aux représentants de l'Etat (ou agréés par lui). La presse serait absente ès qualités (il n'est question que de "personnalités qualifiées"), rompant l'équilibre subtil établi par le statut de 57. Ce CA bleu horizon nommerait le PDG (et pourquoi pas Frédéric Lefebvre ?). Si cela ne s'appelle pas une reprise en main ...

Comment en est-on arrivé là ? A l'évidence, Pierre Louette a été battu dans les arbitrages. Il a laissé entendre au CE que, parmi ceux chargés de concocter la réforme, il y avait eu une confrontation de deux cultures. Visiblement, celle, bonapartiste, du pouvoir en place, l'a emporté, comme à France Télévision: c'est moi qui finance (au fait, ne serait-ce pas plutôt le contribuable ?), donc c'est moi qui décide.

A ce stade, sa proposition d'une fondation actionnaire au côté de l'Etat (à laquelle le SNJ-CGT s'est toujours opposé) afin de tenter de préserver notre indépendance, n'a pas été retenue, c'est un fait. Au grand dam du SNJ, sans doute un peu naïf sur l'impartialité de l'Etat, version Sarkozy. Le PDG explique désormais que ce n'est pas une bonne solution...

Ce que le PDG appelle "fondation", dans la dernière version du projet, n'est rien d'autre que le Conseil supérieur de l'AFP à peine relooké, sans pouvoirs réels. Cerise sur le gâteau, le représentant des salariés n'aurait plus qu'une voix consultative ...

On nous dit que l'article 2 du statut sera maintenu, de même que les missions de l'agence et son réseau. Mais l'article 2 n'a aucun sens dans une architecture de type société anonyme, où seule compte la rentabilité. Ce n'est pas le hochet de la pseudo-fondation qui garantira son respect.

Surtout, ayons bien conscience que la "société nationale à capitaux publics" n'est qu'une étape. Dès lors que l'AFP aura un capital, le ver sera dans le fruit. Quel est le rôle de l'Agence des participations de l'Etat ? Elle joue au monopoly, échangeant ses avoirs au mieux des intérêts financiers de l'Etat.

UN DEMENAGEMENT EN DEPIT DU BON SENS

Et, au nom de la rentabilité, l'AFP sera privatisée (partiellement ou non) après 2013, une fois éteint le contrat d'objectifs et de moyens en cours et l'élection présidentielle passée. Rappelons-nous des promesses faites à la tribune de l'Assemblée nationale par Nicolas Sarkozy sur Gaz de France, devenu depuis GDF-Suez.

D'autant que, sur le plan des projets de diversification avancés par le PDG, on est en plein brouillard. On attend toujours le plan stratégique à cinq ans censé accompagner le bouleversement du statut et assurer des recettes nouvelles. Et pour cause : aucun média n'a encore trouvé comment rentabiliser ses investissements dans l'internet.

La CGT est favorable au développement du multimedia, désormais incontournable. Encore faut-il que le contenu l'emporte sur le contenant, en privilégiant une "information citoyenne" au détriment des projets racoleurs type "relaxnews".

Dans ce contexte, le projet de déménagement rue Vivienne n'apparaît comme rien d'autre que de l'affichage : "faire moderne". C'est un projet saugrenu : des espaces insuffisants pour le développement futur de la vidéo, un service vidéo coupé des services de production alors que la direction dit vouloir faire du multimedia "en amont", des rédactions en chef France et étranger physiquement séparées, une redchef France isolée des services de production du siège, pour ne prendre que quelques exemples.

Ce projet doit être entièrement revu et discuté avec les organisations syndicales dans tous ses aspects : réorganisation rédactionnelle, développement du multimédia, déménagement, 4XML. Nous proposons que d'ici l'aboutissement des négociations, la rue Vivienne accueille les services actuellement logés au palais Brogniart et rue de la Bourse.

A ce sujet, la CGT ne comprend pas pourquoi le SNJ a rompu le front syndical en se réfugiant dans l'abstention au CE du 17 septembre, lorsqu'il a fallu voter la nomination d'un expert chargé d'examiner le projet de déménagement lié à l'introduction de nouvelles technologies. Furieux, Louette s'apprête à porter l'affaire devant les tribunaux.

Déjà, lors des concertations intersyndicales, le SNJ et la CFDT se sont employés à réduire la durée de la grève du 17 septembre. La CGT -premier syndicat à l'AFP toutes catégories- proposait un arrêt de travail de 24 heures.

Pour la CGT, le projet du PDG de changer le statut doit être abandonné.

Le SNJ-CGT refusera la farce qui consisterait à "négocier" le passage sous statut de société anonyme au coeur du plan Louette-Sarkozy. Il ne transigera pas: retrait du plan, PUIS ouverture d'une table ronde pour examiner les moyens permettant à l'AFP de continuer à remplir sa mission dans le cadre du statut d'indépendance de 1957.

Le personnel de l'agence doit se préparer à cesser le travail par un mouvement d'ampleur bien plus grande que lors du CE du 17 septembre. La CGT fera très bientôt des propositions en ce sens.

La survie de l'AFP est en jeu, notre avenir à tous en dépend.

MOBILISONS-NOUS TOUS ENSEMBLE POUR LE RETRAIT DU PLAN LOUETTE

Adresse du présent texte sur Internet : <http://www.snj-cgt-afp.org/spip.php?article85>

Syndicat CGT des journalistes, section AFP - <http://www.snj-cgt-afp.org> - contact@snj-cgt-afp.org